

Jeune équipe associée à l'IRD (JEAI)

Gouvernance locale des crises migratoires et alimentaires au Cameroun et au Mali (GoMACCA)

Appel à communications

Colloque international

Gouvernance locale des crises migratoires et alimentaires en Afrique

Yaoundé (Cameroun), 07-08 novembre 2024

Ce colloque s'inscrit dans le cadre de la collaboration scientifique, nouée entre deux équipes de recherche camerounaise et malienne, via la Jeune équipe associée à l'IRD « *Gouvernance locale des crises migratoires et alimentaires au Cameroun et au Mali* » (2022-2024).

Il entend accorder aux acteurs non-étatiques et non-humanitaires, souvent invisibilisés, une attention particulière et aux jeunes chercheurs et chercheuses, un espace d'expression privilégié. Il ambitionne également de faire le lien entre la recherche et les pratiques de terrain, en mettant en lumière les défis spécifiques rencontrés dans la gouvernance des crises en Afrique.

Des crises intriquées difficiles à gouverner

L'Afrique est confrontée, depuis ces quinze dernières années, à une recrudescence des chocs socio-politiques déstabilisants (conflits internes d'accès aux facteurs de ressources entre communautés, luttes intestines pour le renouvellement du pouvoir, coups d'États militaires et constitutionnels, porosités transfrontalières, violences terroristes). Ils viennent généralement aggraver des situations de grande vulnérabilité et de précarités existantes et fragiliser les capacités des systèmes économiques et sociaux à y faire face.

Les déplacements forcés qu'ils exacerbent, à la fois internes et transfrontaliers, articulés à d'autres raisons de mobilités, constituent un défi particulièrement difficile à relever pour les gouvernants, les acteurs humanitaires et les populations locales dans les zones d'accueil, tant les besoins de base (éducation, alimentation, sécurité, justice, santé et logistique sanitaire) à couvrir sont divers et coûteux. En 2023, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (<https://africacenter.org>) estimait à 40,4 millions le nombre d'Africains déplacés de force, soit plus du double du chiffre de 2016, même si les données chiffrées peuvent être questionnées.

Quelques pays africains en constituent les épicentres (Soudan, RDC, RCA, Nigeria, Somalie, Cameroun, Tchad...), aux effets déstabilisateurs pour les pays riverains (Chauvin et Seignobos, 2013 ; Wassouni et Adder, 2017a et 2017b ; Magrin et Pérouse de Montclos, 2018 ; Radil et Walther, 2024). En Afrique de l'Ouest, la circularité des violences est forte faisant de cette dernière décennie la plus violente jamais enregistrée (Radil et Walther, 2024).

Dans les zones d'accueil, l'afflux massif des déplacés forcés et réfugiés exerce une pression là où les populations locales sont déjà fortement précarisées dans leurs moyens d'existence. Pour y faire face, les programmes d'aide et d'assistance alimentaires constituent des réponses courantes et éprouvées. Elles s'organisent via des dispositifs de plus en plus complexes favorisant certaines formes d'arrangement, de connivence mais également de concurrence et d'empilement difficiles à saisir et à anticiper. Ceux-ci conduisent certains auteurs à questionner l'efficacité de ces dispositifs d'urgence (Jaspars, 2019 ; Jaspars, 2020).

Entre lutte contre la vulnérabilité, sécurisation des territoires et promotion de ce qui est nommée la résilience des individus, des familles et des communautés, l'analyse des choix contraints qui s'imposent aux protagonistes (locaux, nationaux, internationaux) est d'une grande actualité et reste toujours à mener (Breisinger and *al.*, 2014), en lien avec les dynamiques contextuelles spécifiques.



Des régulations localement reconfigurées

Analyser comment les crises migratoires et alimentaires sont cadrées, gérées, voire recalibrées par le jeu des interventions prend donc tout son sens (Hillhorst and *al.*, 2019). Ainsi, l'assistance multisectorielle, plus ou moins bien coordonnée, s'accompagne d'une rhétorique libérale et moralisatrice de responsabilisation qui pose de nombreuses questions politiques et éthiques. Il en est de même pour les injonctions à la résilience imposée aux très pauvres et vulnérables avec peu de prise sur les trajectoires réelles. Quant au ciblage individuel souvent privilégié, il cadre mal avec le fonctionnement en familles, réseaux ou sociabilités de proximité (Olivier de Sardan et *al.*, 2014).

Même si les régimes d'assistance s'inscrivent de plus en plus dans des dispositifs techno-experts hiérarchisés à visée performative (de type *clusters*), dans la plupart des crises, les États et les acteurs humanitaires ont néanmoins de moins en moins le monopole de l'action. La Convention révisée de Londres (2013) sur l'assistance alimentaire a créé un cadre favorable à la mobilisation des ressources locales.

Par ailleurs, les difficultés d'accès aux terrains insécurisés comme la hausse croissante des coûts d'intervention ont accéléré la prise de relais par les acteurs locaux. Ces derniers peuvent agir de manière isolée comme en réseaux afin d'assurer des formes mutualisées d'entraide, d'accueil et de prise en charge des populations vulnérables (Enten et *al.*, 2018). Mais leurs actions, peu (re)connues, ont très souvent du mal à fonctionner en dehors des programmes plus institutionnalisés d'aide internationale du fait de moyens réduits et de légitimités parfois contestées, même si ces dernières sont relayées par les administrations locales (Jean, 1997).

Ces situations donnent néanmoins lieu à des assemblages fonctionnels originaux qui, au-delà des inégalités multiples (de ressources, de pouvoirs, ...) qu'elles dévoilent, peuvent tout de même être considérées comme se raccordant au champ de l'action publique (Martel, 2014).

Des États aux prises avec les dynamiques « du bas »

Si l'afflux de populations déplacées/réfugiées est de nature à cristalliser certaines tensions à l'échelle des territoires, il participe aussi de certaines dynamiques socio-économiques positives (reconfiguration des structures économiques locales).

Cette énergie sociale, en retour, exerce une influence sur la manière dont l'action publique est pensée et déployée. D'abord, parce qu'à l'échelle locale les agents de l'État fonctionnent avec des moyens d'action très limités et des périmètres bien délimités, reflet direct de la sectorisation maintenue entre Ministères, mais également ONG. Ensuite, parce que si certaines formes de déconcentration ont bien été menées, depuis les années 1990, visant à « mettre de l'État » à la base, les politiques de décentralisation n'ont pas transféré de ressources suffisantes pour créer de l'autonomie sur les territoires (Marie et Idelman, 2010). De ce fait, sur le terrain, l'État ou ceux qui le représentent – et recherchent à exercer une présence régaliennne – doivent composer avec ces dynamiques d'acteurs. Elles sont d'ailleurs susceptibles de jouer lors des séquences électorales. Plus globalement, s'il est difficile pour un État de se dessaisir de certaines prérogatives et charges dont il avait précédemment l'apanage et la maîtrise, il est impossible de ne pas considérer ces dynamiques socio-spatiales. Au-delà, c'est bien à l'État que revient la responsabilité de jouer l'équilibriste pour rappeler les priorités d'action (Leloup et *al.*, 2003).

En retour, guidés par un double souci de reconnaissance et de légalité, les différents types d'acteurs locaux impliqués (associations, groupements paysans, communautés villageoises, communautés religieuses ou entreprises) sont conduits à négocier et collaborer avec ce qui/que fait l'État (Fresia, 2007).

À bien des égards, les échelles locale et régionale constituent une scène privilégiée où se réinvente les États et où se forment les actions collectives permettant de penser de nouvelles formes de sortie de crise.

Des États à la croisée des chemins

L'enchevêtrement des crises interroge les capacités des États à répondre efficacement aux besoins urgents de leurs citoyens, révélant souvent les insuffisances des infrastructures existantes, ainsi que la nécessité d'adapter politiquement et socialement leurs approches (Hyndman, 2000).

Ces crises révèlent et amplifient les faiblesses des systèmes politiques et administratifs. Aussi, l'extraversion croissante de l'assistance pour la réponse aux crises interroge la souveraineté et la capacité de ces États à gérer de manière autonome les situations d'urgence (Brinkerhoff, 2007).

Du fait de flux démographiques croissants, la pression sur les ressources naturelles et foncières constitue également une dimension cruciale des crises. Ces flux mettent en tension les ressources souvent précarisées par les conditions climatiques, aggravant les conflits fonciers et les difficultés d'accès aux ressources alimentaires (Unruh, 2005).

Face à ces défis, les États sont à la croisée des chemins, confrontés à la nécessité de restructurer leurs approches de gouvernance pour renforcer leur résilience et leur capacité à gérer les crises futures. Ils remettent en jeu la légitimité et de l'efficacité des États aux yeux de leurs citoyens (Menkhaus, 2006).



Thèmes du colloque

Entre des phénomènes de délégation imposée et d'autonomisation revendiquée, les modèles de gouvernance paraissent de plus en plus hybridés, intégrant acteurs étatiques et non-étatiques dans la gestion des crises (Boege et *al.*, 2009). Toutes ces pratiques concrétisent, à leur manière, la capacité des sociétés locales à traverser et « à faire avec » les crises (Pasteur, 2011 ; OXFAM, 2014). C'est dans cette perspective d'analyse, au plus près des réalités des terrains évolutifs, que ce colloque entend se situer.

Les propositions pourront s'inscrire dans une des thématiques présentées ci-dessous sans exclusive :

- **Transitions au sein des écosystèmes humanitaires : orientations, modalités et réalités**
- **Reconfigurations de l'État au cœur des situations de crise intriquée**
- **Relations entre populations réfugiées et/ou déplacées internes et populations locales**
- **Constructions, usages et effets des représentations sociopolitiques des réfugiés/déplacés**
- **Stratégies d'autonomisation des acteurs locaux**
- **Réfugiés face au dilemme du retour**
- **Gestion des ressources et pressions foncières en contextes de crise**
- **Sécurisation alimentaire dans les territoires d'accueil des réfugiés et/ou déplacés internes**

Calendrier et informations complémentaires

Les **propositions de communications** (maxi 1000 mots), en français ou en anglais, doivent être **envoyées au plus tard le vendredi 15 juin 2024** aux adresses suivantes : jeaigomacca@gmail.com, sogodogoabdoul@gmail.com et fofiri.eric@gmail.com.

Elles devront inclure la mise en contexte, la problématique, les hypothèses, la méthodologie et éventuellement les principaux résultats.

La **notification de la décision du comité scientifique interviendra fin juillet 2024**

La date limite d'**envoi des communications retenues au plus tard le mardi 15 octobre 2024**.

Une valorisation des communications du colloque sera proposée dans le cadre d'une soumission à une revue à comité de lecture indexée et/ou référencée.

Comité scientifique

- Halirou ABDOURAMAN (Historien, Université de Ngaoundéré, Cameroun)
- Guy-Florent ANKOGUI-MPOKO (Géographe, Université de Bangui, République Centrafricaine)
- René Joly ASSAKO ASSAKO (Géographe, Université de Douala, Cameroun)
- Sylvie AYIMPAM (Politologue, Institut des Mondes Africains -IMAF-, Ex Marseille Université, France)
- Florence CASSAM-CHENAI (Politiste, AFD, France)
- François ENTEN (Anthropologue, GRET, France)
- Taubic FALNA (Sociologue, Université de Ngaoundéré, Cameroun)
- Eric Joël FOFIRI NZOSSIE (Géographe, Université de Ngaoundéré, Cameroun)
- Claire GONDARD-DELCROIX (Economiste, Université de Bordeaux, UMR Source, IRD, France)
- Pierre JANIN (Géographe, IRD, UMR Développement et Sociétés, France)
- Natali KOSSOUMNA LIBA'A (Géographe, Université de Maroua, Cameroun)
- Benoit LALLAU (Socio-économiste, Sciences Po Lille, Clersé, France)
- Savané LAMINE (Politiste, Université de Ségou, Mali)
- Anne Le NAELOU (Sociologue, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR Développement et Sociétés, France)
- Joseph Pierre NDAME (Géographe, Université de Ngaoundéré, Cameroun)
- Nadine MACHIKOU (Politiste, Université de Yaoundé II Soa, Cameroun)
- Trésor MAHESHE MUSOLE (Juriste, université catholique de Bukavu, R.D. Congo)
- Touré NIANDOU (Politiste, Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, Mali)
- Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN (Anthropologue, LASDEL, Laboratoire de sciences sociales, Niger)
- Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS (Politiste, IRD, Université Paris Cité, France)
- Charline RANGE (Géographe, GRET, France)
- Issa SAÏBOU (Historien, Université de Maroua, Cameroun)
- Mariame SIDIBE (Politiste, Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, Mali)
- Abdoul SOGODOGO (Politiste, Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, Mali)
- Sadio SOUKOUNA (Politiste, UQAM, Canada)
- Paul TCHAWA (Géographe, Université de Yaoundé I, Cameroun)
- Michel TCHOTSOUA (Géographe, Université de Ngaoundéré, Cameroun)
- François WASSOUNI (Historien, Université de Maroua, Cameroun)



Comité d'organisation

- Eric Joël FOFIRI NZOSSIE (Géographe, Université de Ngaoundéré, Cameroun) fofiri.eric@gmail.com
- Pierre JANIN (Géographe, IRD, UMR Développement et Sociétés, France) pierre.janin@ird.fr
- Joël MOUDIO MOTTO (Politiste, Université de Yaoundé II Soa, Cameroun) joelmotto@yahoo.fr
- Ghislain POUNGONG DZOKO (Doctorant géographe, Université de Maroua, Cameroun) ghislainpoungong@gmail.com
- Abdoul SOGODOGO (Politiste, Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, Mali) sogodogoabdoul@gmail.com

Bibliographie indicative

- Boege Volker, Brown Anne, Clements Kevin & Nolan Anna, 2009. 'Building Peace and Political Community in Hybrid Political Orders', in *International Peacekeeping*, Volume 16, Issue 5, pp. 599-615
- Breisinger C., Ecker O., Maystadt J.-F., Trinh Tan J.-F.s, Al-Riffai P., Bouzar K., Sma A. and Abdelgadir M., 2014. "Building resilience to conflict through food-security policies and programs. Evidence from four case studies", *Building resilience for food and nutrition security 2020* Conference Paper n°3, 39 p.
- Brinkerhoff, D. W., 2007. *Governance in post-conflict societies: Rebuilding fragile states*. Routledge.
- Chauvin E. et Seignobos Ch., 2013. « L'imbroglie centrafricain » État, rebelles et bandits, *Afrique contemporaine*, n° 248, p. 119-148.
- Enten F., Hofmann E. et Le Naëlou A., 2018. « Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ? » Actes du colloque de Bordeaux, septembre 2017, Éditions du GRET, 176 p.
- Fresia M., 2007. 'Les réfugiés comme objet d'étude pour l'anthropologie : enjeux et perspectives', *Refugee survey quarterly*, 26(3), 100-118.
- Hilhorst D., Desportes I. and de Miliano Cecile W. J., 2019. « Humanitarian governance and resilience building: Ethiopia in comparative perspective », *Disasters*, vol. 43, S2, p. S109–S131.
- Hyndman, J., 2000. *Managing displacement: Refugees and the politics of humanitarianism*. University of Minnesota Press.
- Jaspars S., 2020. « Protracted crisis, food security and the fantasy of resilience in Sudan », *Security Dialogue*, p.1-18.
- Jaspars S., Adan Guhad M. and Majid Nisar, 2019. « Food and power in Somalia: business as usual? A scoping study on the political economy of food following shifts in food assistance and in governance », *Conflict Research Program*, London School of Economics and Political Science, London, UK. 76 p.
- Jean F. "Le triomphe ambigu de l'aide humanitaire." *Revue Tiers Monde*, vol. 38, no. 151, 1997, pp. 641–58.
- Leloup F., Moyart L., et Pecqueur B., 2003. « Le développement local en Afrique de l'Ouest : quelle(s) réalité(s) possible(s) ? », *Mondes en développement*, vol. n° 124, no. 4, pp. 95-112.
- Magrin G., Pérouse de Montclos M.-A., 2018. *Crise et développement. La région du Lac Tchad à l'épreuve de BokoHaram*, Agence Française de Développement (AFD), 294 p.
- Marie J. et Idelman E., 2010. « La décentralisation en Afrique de l'Ouest : une révolution dans les gouvernances locales ? », *Echo Géo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010, consulté le 23 avril 2024. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/12001>.
- Martel Andréanne, 2014. « Coordination humanitaire en Haïti : le rôle des *clusters* dans l'externalisation de l'aide », *Mondes en développement*, vol. 165, no. 1, pp. 65-78.
- Menkhous, K., 2006. *Governance without government in Somalia: Spoilers, state building, and the politics of coping*. *International Security*, 31(3), 74-106.
- Olivier de Sardan J.-P., Hamani O., Issaley N., Issa Y., Adamou H., Oumarou I., 2014. 'Les transferts monétaires au Niger : le grand malentendu', Dans *Revue Tiers Monde* 2014/2 (n°218), Éditions Armand Colin Armand Colin, pp. 107 à 130, DOI 10.3917/rtm.218.0107
- OXFAM, 2014. *Resilience in times of food insecurity. Reflecting on the experiences of women's organizations*, OXFAM Canada, september, 30 p.
- Pasteur K., 2011. *From vulnerability to resilience. A framework for analysis and action to build community resilience*, Practical action publishing, 128 p.
- Radil S. et Walther O. J., 2024. 'Appréhender les dynamiques locales des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest', Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (OCDE/CSAO), *Notes Ouest-Africaines*, No. 42, Éditions OCDE, Paris.
- Unruh, J. D., 2005. *Land rights in situations of conflict and reconstruction*. *Peace Review: A Journal of Social Justice*, 17(1), 43-49.
- Wassouni F. et Gwoda Adder A., 2017a. *Boko Haram au Cameroun : dynamiques plurielles*, Editions Peter Lang, 558 p.
- Wassouni F. et Gwoda Adder A., 2017b. *Regards croisés sur le phénomène Boko Haram*, Yaoundé, Editions du Schabel, <https://fr.slideshare.net/DJANEADOU/transition-humanitaire-en-cte-divoire>

